

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Coteau-du-Lac

Code géographique : 71040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain Bernard, CPA CA OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Coteau-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-06-01 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Coteau-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Coteau-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Coteau-du-Lac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107 797

DATE 2015-06-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 571 695	8 947 146	9 035 357			9 035 357
Compensations tenant lieu de taxes	2	134 724	136 535	119 208			119 208
Quotes-parts	3					171 287	
Transferts	4	650 865	246 435	157 512		9 667	167 179
Services rendus	5	319 261	576 085	294 965			294 965
Imposition de droits	6	334 058	392 400	362 852			362 852
Amendes et pénalités	7	32 263	15 000	30 379			30 379
Intérêts	8	79 157	35 000	67 864		749	68 613
Autres revenus	9	137 297	2 500	315 984		212 655	528 639
	10	11 259 320	10 351 101	10 384 121		394 358	10 607 192
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 508 689					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	1 331					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 510 020					
	18	12 769 340	10 351 101	10 384 121		394 358	10 607 192
Charges							
Administration générale	19	1 563 068	1 193 032	1 226 957	83 625		1 310 582
Sécurité publique	20	1 635 436	1 827 564	1 517 354	83 456		1 600 810
Transport	21	1 941 395	1 498 446	1 468 827	358 305		1 827 132
Hygiène du milieu	22	1 652 208	1 482 192	1 290 954	1 063 325	191 350	2 374 342
Santé et bien-être	23	12 376	11 000	11 834			11 834
Aménagement, urbanisme et développement	24	702 543	628 271	609 305	8 406	353	618 064
Loisirs et culture	25	1 112 376	961 591	1 180 161	313 710	224 857	1 718 728
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	753 523	626 414	618 968			618 968
Amortissement des immobilisations	28	1 747 839	1 616 751	1 910 827	(1 910 827)		
	29	11 120 764	9 845 261	9 835 187		416 560	10 080 460
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 648 576	505 840	548 934		(22 202)	526 732

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 648 576		505 840		548 934	(22 202)	526 732
Moins: revenus d'investissement	2	(1 510 020)	()	()	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	138 556		505 840		548 934	(22 202)	526 732
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	1 747 839		1 616 751		1 910 827	297	1 911 124
Produit de cession	5	10 932				266 398		266 398
(Gain) perte sur cession	6	(5 887)				(148 907)		(148 907)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	1 752 884		1 616 751		2 028 318	297	2 028 615
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	46 500						
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 105 148)	(1 241 600)	(80 376)	()	()	()	(80 376)
	18	(1 058 648)	(1 241 600)	(80 376)				(80 376)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(344 031)	(725 671)	(57 664)	()	()	()	(57 664)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(13 025)				(7 363)		(7 363)
Excédent de fonctionnement affecté	21						70 714	70 714
Réserves financières et fonds réservés	22	(226 430)	(155 320)	(1 111 673)				(1 111 673)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(553)				(858)		(858)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(584 039)	(880 991)	(1 177 558)			70 714	(1 106 844)
	26	110 197	(505 840)	770 384			71 011	841 395
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	248 753				1 319 318	48 809	1 368 127

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 510 020				
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(24 385)	()	(23 962)	()	(23 962)
Sécurité publique	3	(115 513)	(520 000)	(6 698)	()	(6 698)
Transport	4	(486 375)	(895 671)	(118 502)	()	(118 502)
Hygiène du milieu	5	(749 769)	(250 000)	(87 661)	(10 606)	(98 267)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(5 994)	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(613 568)	(65 000)	(55 570)	()	(55 570)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(1 995 604)	(1 730 671)	(292 393)	(10 606)	(302 999)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	(943 808)				
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	344 031	725 671	57 664		57 664
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	434 667				
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	114 594		43 133		43 133
	18	893 292	725 671	100 797		100 797
	19	(2 046 120)	(1 005 000)	(191 596)	(10 606)	(202 202)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(536 100)	(1 005 000)	(191 596)	(10 606)	(202 202)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 648 576	505 840	548 934	(22 202)	526 732		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	1 995 604 ) (	1 730 671 ) (	292 393 ) (	10 606 ) (	302 999)	
Produit de cession	3	10 932		266 398		266 398		
Amortissement	4	1 747 839	1 616 751	1 910 827	297	1 911 124		
(Gain) perte sur cession	5	(5 887)		(148 907)		(148 907)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(242 720)	(113 920)	1 735 925	(10 309)	1 725 616		
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	9 905		(4 508)		(4 508)		
Variation des autres actifs non financiers	10	130 145		(35 584)	104	(35 480)		
	11	140 050		(40 092)	104	(39 988)		
	12	1 545 906	391 920	2 244 767	(32 407)	2 212 360		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 545 906	391 920	2 244 767	(32 407)	2 212 360		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(20 182 635)		(18 636 729)	307 551	(18 329 178)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(20 182 635)		(18 636 729)	307 551	(18 329 178)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(18 636 729)		(16 391 962)	275 144	(16 116 818)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	1 682 565	3 625 412	185 780	3 811 192
Placements temporaires	2	13 778	14 700	115 335	130 035
Débiteurs (note 5)	3	4 313 521	3 143 832	30 907	3 164 518
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	6 009 864	6 783 944	332 022	7 105 745
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 048 994	1 288 891		1 288 891
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 148 469	792 451	56 878	839 108
Revenus reportés (note 12)	13	583 251	558 584		558 584
Dette à long terme (note 13)	14	21 865 879	20 535 980		20 535 980
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	24 646 593	23 175 906	56 878	23 222 563
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(18 636 729)	(16 391 962)	275 144	(16 116 818)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	57 539 813	55 803 888	20 564	55 824 452
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	72 317	76 825		76 825
Autres actifs non financiers (note 17)	21	39 543	75 127	6 415	81 542
	22	57 651 673	55 955 840	26 979	55 982 819
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 639 766	2 959 084		2 959 084
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	2 192 505	3 303 429	300 894	3 604 323
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 003 772)	(922 114)	()	(922 114)
Financement des investissements en cours	26	(3 002 830)	(3 229 447)	(19 335)	(3 248 782)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	39 189 275	37 452 926	20 564	37 473 490
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	39 014 944	39 563 878	302 123	39 866 001

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 648 576	548 934	(22 202)	526 732
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 747 839	1 910 827	297	1 911 124
Autres					
- (Gain) perte sur cession	3	(5 887)	(148 907)		(148 907)
-	4				
	5	3 390 528	2 310 854	(21 905)	2 288 949
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(1 082 303)	1 169 689	1 676	1 162 772
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(392 201)	(356 018)	2 853	(344 572)
Revenus reportés	9	31 444	(24 667)		(24 667)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	9 905	(4 508)		(4 508)
Autres actifs non financiers	13	130 145	(35 584)	104	(35 480)
	14	2 087 518	3 059 766	(17 272)	3 042 494
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	1 995 604 ) (	292 393 ) (	10 606 ) (	302 999)
Produit de cession	16	10 932	266 398		266 398
	17	(1 984 672)	(25 995)	(10 606)	(36 601)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20	(6 709)	(922)	(2 048)	(2 970)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(6 709)	(922)	(2 048)	(2 970)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	626 500			
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 246 823 ) (	1 314 644 ) (	) (	1 314 644)
Variation nette des emprunts temporaires	25	582 391	239 897		239 897
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(39 492)	(15 255)		(15 255)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(77 424)	(1 090 002)		(1 090 002)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	18 713	1 942 847	(29 926)	1 912 921
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 663 852	1 682 565	215 706	1 898 271
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 682 565	3 625 412	185 780	3 811 192

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	2 591 418	2 284 588	2 429 220	191 752	2 620 972
Charges sociales	2	520 779	501 870	510 494	28 152	538 646
Biens et services	3	4 209 629	3 889 456	3 616 327	189 561	3 805 888
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	659 466	626 414	574 557		574 557
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	94 057		44 411		44 411
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8					
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 229 833	908 182	713 105		541 818
Autres	10	7 031	7 000	17 311		17 311
Autres organismes	11	17 575	11 000	17 117		17 117
Amortissement des immobilisations	12	1 747 839	1 616 751	1 910 827	297	1 911 124
Autres						
- Mauvaises créances	13	43 137		1 818	6 798	8 616
-	14					
-	15					
	16	11 120 764	9 845 261	9 835 187	416 560	10 080 460

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	8 947 146	9 035 357	9 571 695
Compensations tenant lieu de taxes	2	136 535	119 208	134 724
Quotes-parts	3			
Transferts	4	246 435	167 179	2 169 080
Services rendus	5	576 085	294 965	319 261
Imposition de droits	6	392 400	362 852	334 058
Amendes et pénalités	7	15 000	30 379	32 263
Intérêts	8	35 616	68 613	79 893
Autres revenus	9	3 011	528 639	357 314
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	10 352 228	10 607 192	12 998 288
Charges				
Administration générale	12	1 277 308	1 310 582	1 646 943
Sécurité publique	13	1 878 508	1 600 810	1 683 194
Transport	14	1 748 473	1 827 132	2 245 121
Hygiène du milieu	15	2 506 551	2 374 342	2 648 091
Santé et bien-être	16	11 000	11 834	12 376
Aménagement, urbanisme et développement	17	632 331	618 064	715 397
Loisirs et culture	18	1 205 794	1 718 728	1 583 721
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	630 676	618 968	753 523
	21	9 890 641	10 080 460	11 288 366
Excédent (déficit) de l'exercice	22	461 587	526 732	1 709 922
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		39 339 269	37 629 347
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		39 339 269	37 629 347
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		39 866 001	39 339 269

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	461 587	526 732	1 709 922
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 894 482 ) (	302 999 ) (	2 004 333)
Produit de cession	3		266 398	12 738
Amortissement	4	1 617 146	1 911 124	1 750 680
(Gain) perte sur cession	5		(148 907)	(6 291)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(277 336)	1 725 616	(247 206)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(4 508)	9 905
Variation des autres actifs non financiers	10		(35 480)	130 726
	11		(39 988)	140 631
	12	184 251	2 212 360	1 603 347
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	184 251	2 212 360	1 603 347
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(18 329 178)	(19 932 525)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(18 329 178)	(19 932 525)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(16 116 818)	(18 329 178)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 811 192	1 898 271
Placements temporaires	2	130 035	127 065
Débiteurs (note 5)	3	3 164 518	4 327 290
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>7 105 745</u>	<u>6 352 626</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 288 891	1 048 994
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	839 108	1 183 680
Revenus reportés (note 12)	13	558 584	583 251
Dette à long terme (note 13)	14	20 535 980	21 865 879
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>23 222 563</u>	<u>24 681 804</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>(16 116 818)</u>	<u>(18 329 178)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	55 824 452	57 550 068
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	76 825	72 317
Autres actifs non financiers (note 17)	21	81 542	46 062
	22	<u>55 982 819</u>	<u>57 668 447</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>39 866 001</u>	<u>39 339 269</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	526 732	1 709 922
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 911 124	1 750 680
Autres			
- Gain sur cession	3	(148 907)	(6 291)
-	4		
	5	2 288 949	3 454 311
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 162 772	(1 084 668)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(344 572)	(384 775)
Revenus reportés	9	(24 667)	31 444
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(4 508)	9 905
Autres actifs non financiers	13	(35 480)	130 726
	14	3 042 494	2 156 943
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(302 999)	(2 004 333)
Produit de cession	16	266 398	12 738
	17	(36 601)	(1 991 595)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(2 970)	(1 669)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(2 970)	(1 669)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		626 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 314 644)	(1 246 823)
Variation nette des emprunts temporaires	25	239 897	582 391
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(15 255)	(39 492)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 090 002)	(77 424)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 912 921	86 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 898 271	1 812 016
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	3 811 192	1 898 271

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local. Le 13 octobre 2007, la Municipalité de Coteau-du-Lac a obtenu le statut de ville tel que publié dans la Gazette officielle de cette même date.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 5,6 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Comité des loisirs et la Régie d'assainissement des Coteaux.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Comité des Loisirs est de 100 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie d'assainissement des Coteaux pour l'exercice est de 51,26 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 70,71 % en début d'exercice à 86,14 % à la fin de l'exercice.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Coteau-du-Lac excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Placements temporaires

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	- 20 et 40 ans
Bâtiments	- 40 ans
Véhicules	- 5, 7, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 10 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville et la Régie d'assainissement des Coteaux est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ) est un régime de retraite multi-employeurs, offrant un volet à cotisation déterminées et un volet à prestations déterminées. Les employés de la Ville participent à ce régime. Ce régime est comptabilisé entièrement comme un régime à cotisations déterminées. La charge de retraite encourue dans l'exercice est constituée des contributions de l'employeur aux deux volets du régime.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des revenus et des charges pour les exercices visés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 495 706	1 567 761
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	

Note
L'encaisse affectée au montant de 1 495 706\$ provient des fonds réservés de la ville.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	416 107	213 768
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 813 385	2 280 774
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	216 531	1 219 593
Organismes municipaux	8	526 680	484 308
Autres			
- Mutations et autres	9	162 246	57 823
- Intérêts courus	10	29 569	71 024
	11	3 164 518	4 327 290

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 325 423	1 501 614
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		1 058 077
	15	1 325 423	2 559 691

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	245 111	238 314
---	----	---------	---------

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

Note

7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	101 116
Autres régimes (REER et autres)	31	9 923
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	111 039
		104 241
		8 940
		113 181

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 21 461 858 \$ dans le cadre de règlements d'emprunt. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel.

Au 31 décembre 2014, les montants utilisés étaient de 1 288 891 \$.

La ville a également négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 1 000 000 \$. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, elle n'était pas utilisée.

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	315 135	548 302
Salaires et avantages sociaux	38	208 098	272 506
Dépôts et retenues de garantie	39	134 194	177 223
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	49 382	34 851
- Intérêts courus sur dette LT	43	113 983	140 495
- Autres courus et passifs	44	12 647	10 303
- Gouvernement du Québec	45	5 669	
-	46		
	47	839 108	1 183 680

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	338 311	359 365
Transferts	49	153 754	141 988
Autres			
- Dépôts divers	50	66 519	81 898
-	51		
	52	558 584	583 251
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,92	2015	2043	53	20 314 900	21 582 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	282 485	329 329
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	20 597 385	21 912 029
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(61 405)	(46 150)
					63	20 535 980	21 865 879

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	1 214 100	80	89	46 340	97	1 260 440
2016	65	73	1 213 000	81	90	48 390	98	1 261 390
2017	66	74	1 249 800	82	91	43 605	99	1 293 405
2018	67	75	1 248 700	83	92	41 397	100	1 290 097
2019	68	76	1 076 500	84	93	38 436	101	1 114 936
2020 et +	69	77	14 312 800	85	94	64 317	102	14 377 117
	70	78	20 314 900	86	95	282 485	103	20 597 385
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	20 314 900	88	96	282 485	105	20 597 385

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(16 116 818)	(18 329 178)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(16 116 818)	(18 329 178)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	13 802 940	138	7 606 821	165		192	21 409 761
Eaux usées	111	26 691 811	139	966 398	166	745 601	193	26 912 608
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	8 936 177	140	943 932	167		194	9 880 109
Autres	113	5 632 875	141	213 927	168		195	5 846 802
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	7 336 494	143	1 114 577	170		197	8 451 071
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 596 174	145	1 059 867	172		199	2 656 041
Ameublement et équipement de bureau	118	657 895	146	15 808	173		200	673 703
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 270 868	147	18 913	174	6 698	201	1 283 083
Terrains	120	2 483 094	148	241 541	175	(629 115)	202	3 353 750
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>68 408 328</u>	150	<u>12 181 784</u>	177	<u>123 184</u>	204	<u>80 466 928</u>
Immobilisations en cours	123	<u>14 582 172</u>	151	<u>(11 878 785)</u>	178		205	<u>2 703 387</u>
	124	<u>82 990 500</u>	152	<u>302 999</u>	179	<u>123 184</u>	206	<u>83 170 315</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	6 524 979	153	428 269	180		207	6 953 248
Eaux usées	126	11 572 647	154	588 744	181		208	12 161 391
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 947 299	155	235 296	182		209	2 182 595
Autres	128	2 178 009	156	243 949	183		210	2 421 958
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 052 966	158	197 348	185		212	1 250 314
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	743 551	160	115 358	187		214	858 909
Ameublement et équipement de bureau	133	534 862	161	32 395	188		215	567 257
Machinerie, outillage et équipement divers	134	886 119	162	69 765	189	5 693	216	950 191
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>25 440 432</u>	164	<u>1 911 124</u>	191	<u>5 693</u>	218	<u>27 345 863</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>57 550 068</u>					219	<u>55 824 452</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	65 228	13 435
Frais reportés			
- Rôle triennal	237	16 314	32 627
-	238		
	239	81 542	46 062
Note			

18. Obligations contractuelles

Enlèvement de la neige

La ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de 5 ans échéant en 2015 pour l'enlèvement de la neige pour un montant total net de 647 383 \$. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours du prochain exercice s'élève à 158 562\$ annuellement.

La ville a octroyé le contrat pour l'entretien des bâtiments municipaux à une entreprise pour un montant total net de 111 426 \$, pour une durée de trois ans débutant le 12 mars 2012. Les montants nets à verser relativement à ce contrat au cours du prochain exercice sont les suivants:

2015 9 071 \$

La Ville s'est également engagée avec la même entreprise dans un autre contrat de 49 406 \$ pour l'entretien des bâtiments municipaux du 15 avril 2015 au 15 avril 2016. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours des deux prochains exercices sont les suivants:

2015 34 996\$

2016 14 410\$

Collecte, transport et disposition des résidus domestiques et gestion des bacs roulants

La ville s'est également engagée en vertu d'un contrat pour la collecte, le transport et la disposition des résidus domestiques ainsi que pour la gestion des bacs roulants pour

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

une durée de 3 ans échéant en 2016 pour un montant total net de 836 847 \$. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours des deux prochains exercices s'élève à 280 084 \$ annuellement.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

En collaboration avec huit (8) autres municipalités environnantes et avec l'autorisation du ministère des Affaires municipales, la ville de Coteau-du-Lac a endossé quant au capital, intérêts, frais et accessoires, par résolution pour une période de quinze (15) ans (prenant fin en 2022), un acte d'hypothèque immobilière de 150 000\$ auprès de la Caisse Populaire Desjardins des Seigneuries de Soulanges en faveur du Centre d'action bénévole: La maison de l'Amitié Soulanges. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élevait à 93 656 \$ et la part de la ville était de 7 805 \$.

La ville s'est également engagée à endosser l'organisme Agroparc Pont-Château pour un emprunt au montant de 100 000\$. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2014, était de 78 105\$.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques, à l'exception du Comité des loisirs dont les revenus et les charges de fonctionnement réels représentent respectivement 221 132 \$ et 224 857 \$.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2014, certaines données du budget 2014 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014	2013
Encaisse	240	3 811 192	1 898 271
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242	130 035	127 065
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
- Placements temporaires	247	(130 035)	(127 065)
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	3 811 192	1 898 271

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

24. Autres notes

Hydro-Québec, MRC Beauharnois-Salaberry, Municipalités de Les Cèdres, de Les Coteaux et de Pointe-des-Cascades

La ville a signé une entente relative à la réalisation de mesures et d'aménagement permettant la mise en valeur des installations et des propriétés d'Hydro-Québec sur le territoire de la région du Suroît.

Placements temporaires

La ville gère son portefeuille de dépôts à terme en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts. Le taux d'intérêt moyen sur les dépôts à terme à la fin de l'exercice est de 1.38% et les échéances de ceux-ci vont de 9 à 10 mois. De plus, la ville a un compte Avantage entreprise portant intérêt au taux de 0,65%, dont le solde est disponible en tout temps.

Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2014.

Régie d'assainissement des Coteaux**Placements temporaires**

Les trois dépôts à terme de la Régie au montant de 75 000\$ chacun portent intérêt au taux de 0,65% et viennent à échéance le 5 janvier 2015, le 12 janvier 2015 ainsi que le 14 janvier 2015.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 959 084	1 639 766
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 3 604 323	2 515 304
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (922 114 ) (	1 003 772)
Financement des investissements en cours	4 (3 248 782)	(3 011 559)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 37 473 490	39 199 530
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 39 866 001	39 339 269

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Amél. parcs et ter. de jeux	8 68 356	60 993
- Réserves engagements	9 899 000	899 000
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 967 356	959 993

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Régie inter. Canal Soulanges	18	353
- Régie ass. Les Coteaux	19 216 535	234 362
- Comité des Loisirs	20 84 359	88 084
	21 300 894	322 799

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 980 577	860 268
Fonds parcs et terrains de jeux	29 53 346	61 336
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 431	324
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 1 267 030	267 222
Financement des activités de fonctionnement	33 34 689	43 362
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 2 336 073	1 232 512
	39 3 604 323	2 515 304

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (1 114) ()	(1 972)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (1 114) ()	(1 972)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (921 000) ()	(1 001 800)
	56 (922 114) ()	(1 003 772)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	35 021
Investissements à financer	58 (3 248 782) ()	(3 046 580)
	59 (3 248 782)	(3 011 559)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 55 824 452	57 550 068
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 55 824 452	57 550 068
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 20 535 980	21 865 879
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 61 405	46 150
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (1 325 423) ()	(2 559 691)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (921 000) ()	(1 001 800)
	71 18 350 962	18 350 538
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 18 350 962	18 350 538
	74 37 473 490	39 199 530

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Le 1er juillet 2008, la ville a adhéré au Régime de retraite des employés municipaux du Québec.

Le régime de retraite auquel participent les employés de la ville est un régime de retraite multiemployeurs, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées qui existe depuis le 1er janvier 2008. Ce régime s'adresse aux organismes municipaux ainsi qu'aux organismes connexes comme les centres locaux de développement (CLD). Les employés des organismes participants peuvent individuellement décider de racheter leurs services rendus antérieurement au 1er janvier 2008 ou à la date d'adhésion au régime. Chaque employé qui exerce un tel choix en assume la totalité des

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Description des régimes et autres renseignements

coûts.

Pour le volet à prestations déterminées du RREMQ, il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Compte tenu de cette contrainte, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était entièrement à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante, relativement à ce régime de retraite, correspond aux contributions payables par elle pour cet exercice pour le volet à prestations déterminées autant que pour le volet à cotisations déterminées.

Le taux de contribution de la ville est de 6.75% du salaire brut versé à l'employé.

Charge de l'exercice	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations de l'employeur	89 <u>101 116</u>	<u>104 241</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Certains employés ont participé à un régime enregistré d'épargne-retraite individuel. La charge est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice au taux de 5,75%.

Régie d'assainissement des Coteaux

L'employeur contribue à un REER collectif équivalent à 6% du salaire des employés.

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	9 923	8 940

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92		Oui
93	X	Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
	98	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dettes à long terme	1	20 597 385
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 229 447
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	977 742
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	1 325 423
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	21 523 667
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	19 335
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	21 543 002
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	146 490
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	21 689 492
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	21 689 492
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	5 918 620	6 013 829	6 013 829	6 110 705
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	728 659	728 895	728 895	722 180
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	262 409	262 409	262 409	216 556
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	6 909 688	7 005 133	7 005 133	7 049 441
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	535 782	469 724	469 724	645 978
Égout	11	287 388	253 874	253 874	251 355
Traitement des eaux usées	12	241 248	248 876	248 876	294 512
Matières résiduelles	13	452 449	452 142	452 142	700 709
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		31 179	31 179	28 116
Service de la dette	18	520 591	574 429	574 429	601 584
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 037 458	2 030 224	2 030 224	2 522 254
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 037 458	2 030 224	2 030 224	2 522 254
	26	8 947 146	9 035 357	9 035 357	9 571 695

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	7 000		9 084
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	7 000		9 084
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	55 000	46 078	51 884
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	57 200	52 877	55 084
	35	112 200	98 955	106 968
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	119 200	98 955	116 052
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	17 335	20 253	18 672
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	17 335	20 253	18 672
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	136 535	119 208	134 724

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		11 228	11 566
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	18 004	17 698	33 683
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	82 085	25 609	74 309
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	28 413	44 621	28 413
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75		10 920	10 920
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			25 954
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		5 900	3 067
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86		9 329	9 526
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	25 000	24 987	24 167
Autres	88	92 933	16 549	19 749
Réseau d'électricité	89			
	90	246 435	157 512	218 868

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			(83 080)
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			1 591 769
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			1 508 689

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			441 523
	138			441 523
TOTAL DES TRANSFERTS	139	246 435	157 512	167 179
				2 169 080

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	20 000	28 201	28 201
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	20 000	28 201	28 201
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	3 000		3 100
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	3 000		3 100
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	17 650	27 265	27 265
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	17 650	27 265	27 265
Réseau d'électricité	180			
	181	40 650	55 466	55 466

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	4 000	16 156	4 582
Sécurité publique	183		182	253
Transport				
Réseau routier	184		14 044	14 044
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	193 135	19 178	39 686
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192		1 211	1 211
Loisirs et culture	193	338 300	188 728	213 399
Réseau d'électricité	194			
	195	535 435	239 499	257 920
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	576 085	294 965	319 261
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	37 400	58 756	53 678
Droits de mutation immobilière	198	275 000	304 096	280 380
Droits sur les carrières et sablières	199	80 000		
Autres	200			
	201	392 400	362 852	334 058
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	15 000	30 379	32 263
INTÉRÊTS	203	35 000	67 864	79 893
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		148 907	6 291
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		75 801	93 822
Autres contributions	210			
Autres	211	2 500	91 276	257 201
	212	2 500	315 984	357 314

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	122 360	113 744	10 223	123 967	123 967	130 283
Application de la loi	2	500	500		500	500	500
Gestion financière et administrative	3	604 572	607 254	55 670	662 924	662 924	841 504
Greffe	4	156 100	174 400	17 732	192 132	192 132	207 692
Évaluation	5	47 050	46 864		46 864	46 864	48 460
Gestion du personnel	6		1 100		1 100	1 100	3 582
Autres	7	262 450	283 095		283 095	283 095	414 922
	8	1 193 032	1 226 957	83 625	1 310 582	1 310 582	1 646 943
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 295 831	969 133		969 133	969 133	957 963
Sécurité incendie	10	463 341	479 162	83 456	562 618	562 618	609 951
Sécurité civile	11	38 342	34 129		34 129	34 129	80 771
Autres	12	30 050	34 930		34 930	34 930	34 509
	13	1 827 564	1 517 354	83 456	1 600 810	1 600 810	1 683 194
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 139 146	980 751	297 081	1 277 832	1 277 832	1 758 592
Enlèvement de la neige	15	237 000	319 206		319 206	319 206	286 210
Éclairage des rues	16	46 000	48 607	52 373	100 980	100 980	96 160
Circulation et stationnement	17	17 900	66 557	8 851	75 408	75 408	42 938
Transport collectif							
Transport en commun	18	58 400	53 706		53 706	53 706	61 221
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 498 446	1 468 827	358 305	1 827 132	1 827 132	2 245 121

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	285 500	318 162	391 130	709 292	619 850
Réseau de distribution de l'eau potable	24	148 065	79 229	246 049	325 278	377 435
Traitement des eaux usées	25	251 800	240 463	97 586	338 049	459 961
Réseaux d'égout	26	100 600	99 925	328 560	428 485	408 794
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	163 410	159 540		159 540	369 169
Élimination	28	141 107	183 020		183 020	146 387
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	112 304	69 628	69 628	69 628	72 095
Tri et conditionnement	30		42 676	42 676	42 676	44 187
Matières organiques						
Collecte et transport	31	77 007	30 824	30 824	30 824	67 158
Traitement	32					
Matériaux secs	33	20 000	27 628	27 628	27 628	31 542
Autres	34					
Plan de gestion	35	16 870	16 870	16 870	16 870	22 384
Autres	36					
Cours d'eau	37	165 529	22 823	22 823	22 823	26 613
Protection de l'environnement	38		166	166	166	2 516
Autres	39					
	40	1 482 192	1 290 954	1 063 325	2 354 279	2 648 091
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	11 000	8 934	8 934	8 934	9 309
Sécurité du revenu	42					
Autres	43		2 900	2 900	2 900	3 067
	44	11 000	11 834	11 834	11 834	12 376
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	458 455	425 336	8 406	433 742	542 392
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	109 766	109 410	109 410	109 410	65 960
Tourisme	49				353	5 048
Autres	50					
Autres	51	60 050	74 559	74 559	74 559	101 997
	52	628 271	609 305	8 406	617 711	715 397

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	40 000	58 051	11 146	69 197	69 197	70 724
Patinoires intérieures et extérieures	54	24 950	77 400		77 400	77 400	40 541
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 300	54 817		54 817	54 817	42 062
Parcs et terrains de jeux	56	84 793	133 352	208 003	341 355	566 212	456 594
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	54 800	65 641		65 641	65 641	73 357
Autres	59	268 900	304 810		304 810	304 810	280 606
	60	508 743	694 071	219 149	913 220	1 138 077	963 884
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	230 938	261 166	85 265	346 431	346 431	369 460
Bibliothèques	62	221 910	224 924	9 296	234 220	234 220	250 377
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	452 848	486 090	94 561	580 651	580 651	619 837
	67	961 591	1 180 161	313 710	1 493 871	1 718 728	1 583 721
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	626 414	606 661		606 661	606 661	746 161
Autres frais	70		12 307		12 307	12 307	7 362
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72						
	73	626 414	618 968		618 968	618 968	753 523
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	1 616 751	1 910 827	(1 910 827)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Coteau-du-Lac (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107 797

DATE 2015-06-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		9 035 357
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 9 035 357

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	9 035 357
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>9 035 357</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7		1 641 619
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1			8	31 179
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>1 672 798</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>7 362 559</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>916 207 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>922 725 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>919 466 750</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>7 362 559</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>919 466 750</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] [] , [8] [0] [0] [7] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	22 594	22 594	258 470
Usines de traitement de l'eau potable	2	26 536	26 536	48 503
Usines et bassins d'épuration	3		10 606	8 729
Conduites d'égout	4	250 000	38 532	442 796
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	575 000	100 559	419 334
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		3 504	9 678
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	65 000	55 570	572 889
Autres infrastructures	11	340 671		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	500 000	10 378	136 503
Édifices communautaires et récréatifs	14			25 283
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			36 700
Ameublement et équipement de bureau	18		15 808	12 997
Machinerie, outillage et équipement divers	19		18 912	32 451
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 730 671	292 393	2 004 333

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		26 536	48 503
Usines et bassins d'épuration	25		10 606	8 729
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		55 570	
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		22 594	258 470
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		38 532	442 796
Autres infrastructures	32		104 063	1 001 901
Autres immobilisations	33		45 098	243 934
	34		292 393	2 004 333

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	21 582 700		1 267 800	20 314 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	329 329		46 844	282 485
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	21 912 029		1 314 644	20 597 385
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	324	977 418		977 742
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	10 899 734	(977 418)	(401 363)	10 323 679
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	8 452 280		481 739	7 970 541
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	19 352 338		80 376	19 271 962
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 501 614		176 191	1 325 423
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	1 058 077		1 058 077	
	19	2 559 691		1 234 268	1 325 423
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	2 559 691		1 234 268	1 325 423
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 559 691		1 234 268	1 325 423
	26	21 912 029		1 314 644	20 597 385
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	21 912 029		1 314 644	20 597 385

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	500	500	500
Évaluation	2	46 350	46 164	47 794
Autres	3	67 785	67 952	103 644
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	23 167	23 168	21 412
Sécurité civile	6			
Autres	7	3 742	3 742	4 088
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	8 400		
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	175 000	171 287	10 876
Matières résiduelles	12	203 018	169 114	668 222
Cours d'eau	13	165 529	16 490	26 613
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	84 132	84 486	69 688
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	109 766	109 410	65 960
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	20 793	20 792	4 390
Réseau d'électricité				
	24			
	25	908 182	713 105	1 023 187

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	750 918	154 196	905 114
Professionnels	2					
Cols blancs	3	10,00	35,00	497 985	137 096	635 081
Cols bleus	4	18,00	40,00	849 109	177 329	1 026 438
Policiers	5					
Pompiers	6	30,00	7,00	243 667	36 741	280 408
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	68,00		2 341 679	505 362	2 847 041
Élus	9	7,00		87 541	5 132	92 673
	10	75,00		2 429 220	510 494	2 939 714

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	25 609			25 609
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	130 815		1 088	131 903
	17	156 424		1 088	157 512

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	500	27		53	500	79		105	500	131
Évaluation	2	46 864	28		54	46 864	80		106	46 864	132
Autres	3	1 179 593	29	83 625	55	1 263 218	81	16 156	107	1 247 062	133
	4	1 226 957	30	83 625	56	1 310 582	82	16 156	108	1 294 426	134
Sécurité publique											
Police	5	969 133	31		57	969 133	83		109	969 133	135
Sécurité incendie	6	479 162	32	83 456	58	562 618	84	28 383	110	534 235	136
Sécurité civile	7	34 129	33		59	34 129	85		111	34 129	137
Autres	8	34 930	34		60	34 930	86		112	34 930	138
	9	1 517 354	35	83 456	61	1 600 810	87	28 383	113	1 572 427	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	980 751	36	297 081	62	1 277 832	88	14 044	114	1 263 788	140
Enlèvement de la neige	11	319 206	37		63	319 206	89		115	319 206	141
Autres	12	115 164	38	61 224	64	176 388	90		116	176 388	142
Transport collectif	13	53 706	39		65	53 706	91		117	53 706	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 468 827	41	358 305	67	1 827 132	93	14 044	119	1 813 088	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	318 162	42	391 130	68	709 292	94		120	709 292	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	79 229	43	246 049	69	325 278	95	(710)	121	325 988	147
Traitement des eaux usées	18	240 463	44	97 586	70	338 049	96		122	338 049	148
Réseaux d'égout	19	99 925	45	328 560	71	428 485	97		123	428 485	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	342 560	46		72	342 560	98		124	342 560	150
Matières recyclables	21	170 756	47		73	170 756	99	4 200	125	166 556	151
Autres	22	16 870	48		74	16 870	100		126	16 870	152
Cours d'eau	23	22 823	49		75	22 823	101	15 688	127	7 135	153
Protection de l'environnement	24	166	50		76	166	102		128	166	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	1 290 954	52	1 063 325	78	2 354 279	104	19 178	130	2 335 101	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	8 934	172		187	8 934	202		217	8 934	232 23 848
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	2 900	174		189	2 900	204		219	2 900	234
	160	11 834	175		190	11 834	205		220	11 834	235 23 848
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	425 336	176	8 406	191	433 742	206	1 211	221	432 531	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	109 410	178		193	109 410	208		223	109 410	238
Autres	164	74 559	179		194	74 559	209		224	74 559	239
	165	609 305	180	8 406	195	617 711	210	1 211	225	616 500	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	694 071	181	219 149	196	913 220	211	62 715	226	850 505	241 16 764
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	224 924	182	9 296	197	234 220	212	3 955	227	230 265	242
Autres	168	261 166	183	85 265	198	346 431	213	149 323	228	197 108	243 37 713
	169	1 180 161	184	313 710	199	1 493 871	214	215 993	229	1 277 878	244 54 477
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	7 305 392	186	1 910 827	201	9 216 219	216	294 965	231	8 921 254	246 618 968

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	292 393	1 995 604
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	292 393	1 995 604

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 639 766	1 825 680
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 639 766	1 825 680
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 319 318	248 753
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	7 363	13 025
Activités d'investissement	6		(434 667)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(7 363)	(13 025)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 319 318	(185 914)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 959 084	1 639 766
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	959 993	946 968
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	959 993	946 968
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	7 363	13 025
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	7 363	13 025
Solde à la fin de l'exercice	22	967 356	959 993
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 232 512	974 854
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 232 512	974 854
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 111 673	226 430
Activités d'investissement	27	(43 133)	(114 594)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	35 021	145 822
	30	1 103 561	257 658
Solde à la fin de l'exercice	31	2 336 073	1 232 512

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(1 003 772)	(2 525)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(1 019 700)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(1 003 772)	(1 022 225)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	()	46 500)
	47	()	46 500)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	858	553
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	80 800	64 400
	50	81 658	64 953
Solde à la fin de l'exercice	51	(922 114)	(1 003 772)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(3 002 830)	(2 320 908)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(3 002 830)	(2 320 908)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	(191 596)	(536 100)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(35 021)	(145 822)
	59	(226 617)	(681 922)
Solde à la fin de l'exercice	60	(3 229 447)	(3 002 830)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	39 189 275	35 942 299
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		1 019 700
Solde redressé au début de l'exercice	63	39 189 275	36 961 999
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	(1 736 349)	2 227 276
Solde à la fin de l'exercice	67	37 452 926	39 189 275

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 267 222	2	3 977 311	4 35 021	5 12 524	6	7 1 267 030
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 267 222	16	17 977 311	18 35 021	19 12 524	20	21 1 267 030

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 7 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 2 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 1 2 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 3 0 0 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 7 2 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 4 7 0 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 8 0 0 □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	1 | 2 | 3 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | 6 | 9 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | 9 | 3 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	1 | 6 | 7 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Voir règlement 168-20			

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	185 091 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 342 chemin du Fleuve
(no) (rue)
Coteau-du-Lac J0P 1B0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 763-5822
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 763-0938
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bernards@coteau-du-lac.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvain Bernard

Téléphone (450) 763-5822
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 763-0938
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bernards@coteau-du-lac.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sylvain Bernard , atteste que le rapport financier consolidé de Coteau-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-09 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Coteau-du-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Coteau-du-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 526 732 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,8007 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-06-05 12:00:11

Date de transmission au Ministère : 2015/06/27

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Coteau-du-Lac

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	11 259 320	10 351 101	10 384 121	394 358	10 607 192
Investissement	2	1 510 020				
	3	12 769 340	10 351 101	10 384 121	394 358	10 607 192
Charges	4	11 120 764	9 845 261	9 835 187	416 560	10 080 460
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 648 576	505 840	548 934	(22 202)	526 732
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 510 020) () () () () (
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	138 556	505 840	548 934	(22 202)	526 732
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 747 839	1 616 751	1 910 827	297	1 911 124
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	46 500				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 105 148 ) (	1 241 600 ) (	80 376 ) (	) (	80 376)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	344 031 ) (	725 671 ) (	57 664 ) (	) (	57 664)
Excédent (déficit) accumulé	12	(240 008)	(155 320)	(1 119 894)	70 714	(1 049 180)
Autres éléments de conciliation	13	5 045		117 491		117 491
	14	110 197	(505 840)	770 384	71 011	841 395
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	248 753		1 319 318	48 809	1 368 127

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	4 313 521	3 143 832	3 164 518	4 327 290
Autres	2	1 696 343	3 640 112	3 941 227	2 025 336
	3	6 009 864	6 783 944	7 105 745	6 352 626
Passifs					
Dette à long terme	4	21 865 879	20 535 980	20 535 980	21 865 879
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	2 780 714	2 639 926	2 686 583	2 815 925
	7	24 646 593	23 175 906	23 222 563	24 681 804
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(18 636 729)	(16 391 962)	(16 116 818)	(18 329 178)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	57 539 813	55 803 888	55 824 452	57 550 068
Autres	10	111 860	151 952	158 367	118 379
	11	57 651 673	55 955 840	55 982 819	57 668 447
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 639 766	2 959 084	2 959 084	1 639 766
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	2 192 505	3 303 429	3 604 323	2 515 304
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	1 003 772 ) (	922 114 ) (	922 114 ) (	1 003 772)
Financement des investissements en cours	15	(3 002 830)	(3 229 447)	(3 248 782)	(3 011 559)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	39 189 275	37 452 926	37 473 490	39 199 530
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	39 014 944	39 563 878	39 866 001	39 339 269

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Amél. parcs et ter. de jeux	19	68 356	60 993
- Réserves engagements	20	899 000	899 000
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	967 356	959 993
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	300 894	322 799
	30	1 268 250	1 282 792
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	2 336 073	1 232 512
	33	3 604 323	2 515 304

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	9 571 695	8 947 146	9 035 357	9 035 357	
Compensations tenant lieu de taxes	2	134 724	136 535	119 208	119 208	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	650 865	246 435	157 512	167 179	
Services rendus	5	319 261	576 085	294 965	294 965	
Autres	6	582 775	444 900	777 079	990 483	
	7	11 259 320	10 351 101	10 384 121	10 607 192	
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	1 508 689				
Autres	11	1 331				
	12	1 510 020				
	13	12 769 340	10 351 101	10 384 121	10 607 192	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	47 050	46 864		46 864	48 460
Autres	2	1 145 982	1 180 093	83 625	1 263 718	1 598 483
Sécurité publique						
Police	3	1 295 831	969 133		969 133	957 963
Sécurité incendie	4	463 341	479 162	83 456	562 618	609 951
Autres	5	68 392	69 059		69 059	115 280
Transport						
Réseau routier	6	1 440 046	1 415 121	358 305	1 773 426	2 183 900
Transport collectif	7	58 400	53 706		53 706	61 221
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	785 965	737 779	1 063 325	1 801 104	1 866 040
Matières résiduelles	10	530 698	530 186		530 186	752 922
Autres	11	165 529	22 989		22 989	29 129
Santé et bien-être	12	11 000	11 834		11 834	12 376
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	458 455	425 336	8 406	433 742	542 392
Promotion et développement économique	14	109 766	109 410		109 410	71 008
Autres	15	60 050	74 559		74 559	101 997
Loisirs et culture	16	961 591	1 180 161	313 710	1 493 871	1 583 721
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	626 414	618 968		618 968	753 523
Amortissement des immobilisations	19	1 616 751	1 910 827	(1 910 827)		
	20	9 845 261	9 835 187		9 835 187	11 288 366

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3